# POUR UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE AU SERVICE DES PERSONNELS ET DES ÉLÈVES

## Journée de grève et d'action le 26 janvier 2021

**Un budget loin de traduire une ambition éducative, un état de fatigue de tous les personnels jamais atteint, un épuisement dû à des années de dégradation des conditions de travail... Les personnels de l'Éducation expriment de fortes attentes et ont des exigences. Cependant, entre atermoiements et improvisation permanente, Jean-Michel Blanquer reste sourd à leurs aspirations et à nos revendications. Alors qu'il y a urgence, il persiste à ignorer la situation dans les établissements pour les personnels et les élèves et poursuit sa politique destructive.**

## La liberté pédagogique remise en cause

Le ministre veut à tout prix **imposer aux enseignant·es** ses choix pédagogiques, scientistes et souvent réactionnaires, contre leur liberté à user de leur outil de travail : formations en constellations imposées en français/maths, méthodes d'apprentissage plus ou moins officielles, évaluations nationales généralisée à l'école et au collège…

Il est URGENT de stopper cette politique. Permettons aux personnels de construire collectivement les outils d'une pédagogie émancipatrice au service d'une démocratisation de l'École.

> *Dans l'immédiat, exigeons l'abandon des réformes réactionnaires qui font de l'École une machine de tri social fondée sur l'autoritarisme et la concurrence.*

## Un lycée du tri social institutionnalisé

La loi ORE et Parcoursup ont renforcé la **sélection** à l'entrée des universités et imposé une orientation subie, précoce et définitive des élèves. Les Spécialités, au poids considérable dans Parcoursup, imposent aux élèves des choix d'orientation quasi définitifs dès la seconde (voire dès la 3e selon leur ventilation dans les lycées). Ce **tri** est renforcé par les programmes élitistes, l'absence des mathématiques dans le tronc commun et la sur-spécialisation avec l'abandon d'une spécialité en terminale. Les familles et les élèves des milieux populaires sont les premières victimes de ce système éducatif qui leur est étranger. Quant au baccalauréat, l'imposition du contrôle continu le destine à devenir un diplôme local. C'est inacceptable.

Dans la voie professionnelle, la réforme accentue la **discrimination** et le tri car elle affaiblit le bagage culturel dispensé aux élèves et déprofessionnalise l'ensemble des formations. De plus, en généralisant l'apprentissage dans tous les lycées, le ministre développe une formation inégalitaire qui repose sur la recherche d'un contrat de travail et qui discrimine les filles, les élèves issu·es de l'immigration ou de quartiers défavorisés.

**Avec la CGT Éduc'action exigeons l'abrogation de ces réformes et construisons un lycée unique et polytechnique.**

L'ÉDUCATION NATIONALE prise pour CIBLE

SALAIRES STATUTS POSTES CONDITIONS DE TRAVAIL

**Toutes et tous en GRÈVE LE 26 JANVIER**

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Tél. : 01.55.82.76.55 – e-mail : unsen@cgteduc.fr - internet : www.cgteduc.fr

## Pour une Éducation délivrée de la concurrence

En attendant de probables mesures salariales issues du Grenelle, le ministre Blanquer abuse d'effets d'annonces dans les médias pour vanter son budget 2021. Mais la nécessaire revalorisation des personnels ne trouve qu'une traduction minimale dans ce budget Éducation avec 400 millions d'euros prévus. Surtout, ces premières revalorisations sont inégalitaires et purement indemnitaires.

## Pour une véritable politique d'éducation prioritaire

Le ministre met en avant le décrochage lors du confinement des élèves des milieux populaires alors qu'il programme minutieusement la fin de la politique d'éducation prioritaire depuis trois ans. Le projet d'expérimentation visant à contractualiser des moyens pour des écoles et établissements au seuil des REP est une étape pour la suppression de ces réseaux.

Pour la CGT Éduc'action, l'éducation prioritaire (fondée sur le principe de donner plus à celles et ceux qui ont moins) demeure une priorité pour une École démocratique et émancipatrice.

**Elle exige le renforcement de l'éducation prioritaire avec :**

- le retour des lycées dans une carte nationale de l'éducation prioritaire, fixée sur des critères objectifs et partagés, sans préalable budgétaire ;
- des maxima d'effectifs par classe en éducation prioritaire ;
- l'augmentation des crédits des fonds sociaux.

## Refusons les attaques contre nos statuts

La rentrée 2020 s'est faite sous le signe de l'autonomie et de la territorialisation avec la mise en place du protocole sanitaire.

Cette politique demeure dans la logique de casse des cadres collectifs et des règles garantissant l'égalité des droits des personnels comme des élèves.

**Exigeons :**

- l'abandon du projet de loi sur la direction d'école ou la création d'un statut de direction ;
- l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique.

## Pour une démocratisation de l'École, exigeons :

- **la fin de la logique de l'autonomie des établissements et de leur mise en concurrence ;**
- **une refonte urgente des programmes pour mettre fin à l'encyclopédisme et à l'élitisme ;**
- **la fin de la politique du Socle commun ;**
- **la liberté pédagogique et l'arrêt des injonctions pédagogiques ;**
- **une orientation choisie pour les élèves et l'abandon de la sélection pour le Supérieur ;**
- **l'arrêt des évaluations nationales.**

PLAN D'URGENCE POUR L'ÉDUCATION

**LA CGT ÉDUC'ACTION APPELLE TOUS LES PERSONNELS**

**À PRÉPARER ET À SE JOINDRE À LA GRÈVE ET À LA MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE LES**

**26 JANVIER & 4 FÉVRIER 2021**

CGT Éduc'Action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Tel : 01.55.82.76.55 e-mail : unsen@ferc.cgt.fr - internet : www.cgteduc.fr